

## ZIDJUNDUWE

### BULLETIN D'INFORMATION, DE DENONCIATION A LA CORRUPTION POUR UN ETAT DE DROIT LAIQUE ET DEMOCRATIQUE AUX COMORES

ZIDJUDUNWE est né à Lyon le 29 janvier 1999  
pour le peuple comorien partout où il se trouve.

Les responsables, les autorités politiques et militaires comoriens ont conduit le pays dans une impasse, une énorme et grande fosse et cela depuis une vingtaine d'années. La victime est le peuple, nous, les petits gens, les travailleurs, étudiants et toute la jeunesse.

L'enfant comorien de l'Indépendance a atteint sa majorité, et est devenu adulte à 24 ans, et à la veille du troisième millénaire. Ce qui est lourd de conséquences, d'amertumes et de fureurs. Sans aucun souci pour l'éducation, l'enseignement, la formation professionnelle, la santé, l'agriculture, la pêche, les principes fondamentaux pour la survie d'un pays, les irresponsables comoriens ont joué une carte forte. Nullement, les principes d'un ETAT ou d'une REPUBLIQUE, la sûreté, la sécurité, l'intégrité territoriale, la justice, l'aménagement du territoire, l'industrie, le commerce, l'artisanat, la diplomatie, la coopération, l'égalité de chance, la liberté, la culture, le droit à la vie. Mise à part des noms et des mots répertoriés ministères aucune de ces principes fondamentaux d'un Etat n'a vraiment pas œuvré pour le bien du peuple comorien. L'heure a sonné non pas pour une alerte mais pour un combat, une lutte c'est un peu trop tard mais à une guerre, une vraie guerre qui n'épargnera personne. De toute manière les Comores n'ont pas connu de révolution et il en faut une pour émanciper un pays, et éveiller les esprits de sa population. C'est dommage d'en arriver là, alors qu'on pourrait bien l'éviter.

Mais la corruption est monnaie courante, les détournements de deniers publics une devise et les rares honnêtes autorités qui tiennent des postes importantes de ministères ou de sociétés d'Etats qui ne volent pas sont des mécréants et se déshonorent, c'est une grave et énorme dérive morale d'abord. Lorsque la justice est inexistante, la question devient politique. Quand elle franchit un certain seuil, le pouvoir change de mains et de nature. Comme c'est le cas pour notre chère terre natale un des plus beaux pays au monde, on ne peut plus en rester là.

La justice, on la fera nous même, nous les petits gens, le vrai peuple, le comorien soucieux qui aime son pays et qui s'aime. C'est inévitable et le bilan est lourd, cependant l'exécution sera très simple. Dans chaque île, chaque région, chaque ville, chaque village, nous allons récupérer leurs biens, villas, immobiliers, voitures, champs, entreprises tout, etc....Jusqu'à établissement d'un vrai Etat, un Etat de droit. La vraie DEMOCRATIE. Ce n'est pas de ceux qui introduisent le < D > pour tromper l'opinion publique et internationale : mDp / pcDp / rDc / rDr / fD / rnD / etc...ni les autres Chuma, far, uwezo udzima. Ce grand D de : Démaquillage n'est que de la peinture fine et transparente on le sait. Trop c'est trop, les mêmes de partout pour se partager le pouvoir. Les J'accuse, il y en a beaucoup et nous débiterons du régime d'AHMED ABDALLAH, ses FILS, ses MERCENAIRES et ses complices:  
ABDILLAH MOHAMED, ALI MROUDJAE, SAID KAFE, HADJI HASSANALY, SAID

HASSAN SAID HACHIM, OTHMAN IBN AFFANE, SAID ALI MOHAMED, SAID DJAE, MOUHTAR AHMED CHARIF, ABDOU MOUSTAKIM, MTARA MAECHA ABDILLAHI MBAE, ATTOUMANI CHANFI, SAID MOHAMED MKANDZILE, ALI FADHULI, MOHAMED CHAHER BEN SAID MASSOUNDI, AHMED ABDOU, CHEIKH AHMED DAHALANI, ABDOULLATUF BACAR COMBO, SALIM DJABIR, SAID MOHAMED TOURQUI, ALI NASSOR, AHMED ALI MOHAMED, ANTOY ABDO, YAHAYA DJAMADAR, OMAR TAMOU, ABDOU MOSTAKIM, SAID ABDOU DJAHA, ATTOUMANE ABDOU, ALI BAZI SELIM, SAID AHMED SAID ALI, SALIM IDAROUSSE, MOHAMED ALI (mamadou), MOHAMED TOILIBOU, ABDOUL ANZIME, MIKIDACHE ABDOURAHIM, ALI HASSANALY, AHMED BEN DAOUD.

C'est le premier contingent, suivra ensuite les p.d.g, et les directeurs des sociétés d'Etats.

De la même manière pour les régimes de SAID MOHAMED JOHAR(papadjo) et de MOHAMED TAKI ABDOULKARIM

NOUS,le peuple ,les petits gens INVITONS d'urgence le gouvernement actuel, de messieurs TADJIDINE BEN SAID MASSOUNDI et ABBAS DJOUSSOUF ,avant de plonger dans le système

- De rétablir une situation normale pour la nation, en mettant en place une institution pour poursuivre les coupables, tous et à une durée maximale d'un an et un demi, avant que la catastrophe s'acharne à tout le pays.
- De rétablir L'ordre dans la situation anjouanaise
- De fermer tous les écoles privées.
- De limoger tout de suite MRADABI de ses fonctions de P.D.G des hydrocarbures et toute personne susceptible de près ou de loin à la mafia.
- De responsabiliser la gestion des villages par des institutions communales.
- D'interdire l'ingérence du féodalisme et de la religion dans la politique.
- De fixer dans la clarté les dates des échéances électorales,des présidentielles ,législatives et inclure des municipaux ,toute l'ensemble pionnier d'une vrai démocratie.